LAURENT BERGER

"LA QUESTION DU TRAVAIL A ÉTÉ TROP LONGTEMPS DÉLAISSÉE"

Quelles sont les priorités de la CFDT en cette rentrée ?

Médiatiquement, la question des retraites semble occuper tout l'espace de cette rentrée sociale. Pourtant, en toile de fond, comme l'an passé, nous avons des inégalités qui minent la société française, au point que les 10 % des Français les plus pauvres s'enfoncent encore plus dans la pauvreté. Et l'urgence de la transition écologique, qui se fait de plus en plus prégnante.

Dans les entreprises, la priorité des équipes CFDT reste la mise en place des CSE (comités sociaux et économiques). Alors qu'au 31 décembre toutes les entreprises doivent avoir installé un CSE, dans beaucoup de boîtes, la négociation des accords est difficile. Les employeurs sont trop souvent guidés par la seule logique de réduction des moyens dédiés au dialogue social. Mais même dans ces conditions, le travail de terrain des équipes CFDT paie et permet de nombreuses nouvelles implantations.

L'autre sujet majeur de cette rentrée, c'est la question du travail, qui a trop longtemps été délaissée tant par les politiques que par les syndicats, au profit de la question de l'emploi. Pourtant, comme l'avait montré notre enquête Parlons travail, la relation au travail est fondamentale pour beaucoup de salariés. Ils ont des demandes très diverses sur la reconnaissance, ●●●

Joel Saget/AFP

ENTRETIEN

Joel Saget / AFP - *Syndiquez-vous !* visuel non contractuel

"ON FAIT FACE À UN PATRONAT STATIQUE ET UN BRIN HYPOCRITE"

●●● l'amélioration de leurs conditions de travail, la possibilité d'être davantage acteurs de leur parcours professionnel, etc.

Concernant la réforme des retraites, tu dis toi-même qu'il ne faut pas commenter le match avant de le jouer. Dans quel état d'esprit la CFDT aborde-t-elle la deuxième phase de concertation qui s'ouvre ?

➡ Sur un sujet par nature anxiogène, on se doit d'être pragmatique. D'aucuns voudraient nous faire croire que la question des retraites demeure, comme en 2003 ou en 2013, une discussion sur l'équilibre financier du régime. Ce n'est plus le cas notamment grâce à la CFDT, qui a su prendre ses responsabilités quand il a fallu sauver le régime. D'autres ne veulent rien changer et font mine de croire que le système actuel est parfait. Or il est injuste, notamment pour les femmes et travailleurs qui ont des carrières morcelées ou pénibles.

Aujourd'hui, ce qui est sur la table, c'est la création d'un système plus juste et mieux adapté aux enjeux de notre époque concernant les droits familiaux ou la prise en compte des périodes de chômage. Le rapport Delevoye nous a montré qu'une réforme systémique et qualitative, qui offre davantage de lisibilité pour les travailleurs, est possible. Mais pour que cette réforme soit juste, il manque selon la CFDT des points essentiels comme la reconnaissance de la pénibilité. La concertation est lancée. On va s'y engager pour pousser nos propositions et on dira ce qu'on pense du projet de loi quand il sortira.

La crise aux urgences, et plus largement à l'hôpital public, prend de l'ampleur et est symptomatique du mal-être des fonctions publiques…

➡ À force de gouverner les fonctions publiques par le seul prisme budgétaire en faisant fi du sens des missions et du ressenti des agents, les gouvernements successifs les ont asséchées ! Aux urgences, la situation n'est pas nouvelle mais elle est grave. Sans une hausse des moyens, la situation, déjà explosive, ne pourra qu'empirer.

Plus généralement, les trois fonctions publiques sont en crise, en crise de sens et en crise sur les conditions de travail. Il est impératif et urgent que l'on s'interroge sur les moyens que l'État veut consacrer aux services publics et à ses agents. On ne pourra pas y remédier sans une évolution du dialogue social.

Le Pacte du pouvoir de vivre, lancé avec dix-huit autres organisations de la société civile, connaît un rayonnement bien au-delà des attentes. Comment l'expliques-tu ?

➡ Je crois que le pacte, aujourd'hui soutenu par cinquante organisations, incarne par la pluralité de ses acteurs une société civile qui ne veut pas se résoudre à un effondrement des solidarités, à une société totalement individualisée et à un modèle de développement destructeur pour la planète et pour les travailleurs.

Avec ce pacte, les acteurs sociaux que nous sommes ont une force de frappe qui permet à la fois de porter une vision coordonnée des enjeux sociaux et sociétaux et de construire des modèles alternatifs de développement.

Nous avons été reçus fin août par le Premier ministre pour porter nos propositions. Le gouvernement a l'air de vouloir nous écouter un peu plus, dont acte. Maintenant, nous attendons des mesures concrètes sur la rénovation énergétique et la lutte contre la pauvreté.

De son côté, le patronat semble figé…

On fait face à un patronat statique et un brin hypocrite, qui attend de voir ce que fait le gouvernement tout en jouant les lobbyistes à la moindre occasion. Aujourd'hui, salariés et militants syndicaux attendent un patronat capable de s'engager sur la répartition de la richesse créée, mais aussi sur l'égalité femmes-hommes ou l'organisation du travail. En tant que syndicalistes, nous attendons aussi qu'il assume sa part de responsabilité devant les profondes transformations à l'œuvre sur les questions du travail, ce qui supposerait d'ouvrir une négociation sur l'ensemble de ces sujets, ce à quoi le patronat ne semble pas prêt.

Le 17 septembre, le président de la République a relancé le débat sur l'immigration en donnant l'impression de vouloir jouer sur les peurs. Comment la CFDT se positionne-t-elle sur ce sujet ?

On est face à une instrumentalisation politique ! Le fait que le chef de l'État parle de *« problème »* pour qualifier l'immigration veut déjà dire beaucoup de choses. On a probablement besoin d'un vrai débat national sur les migrations mais on ne peut pas tolérer que ce sujet soit instrumentalisé dans le but d'aller chasser sur les terres des extrêmes. Sur un sujet qui touche à nos valeurs, sur lesquelles la CFDT n'a jamais transigé, on ne peut pas rester silencieux !

S'en prendre à l'AME (aide médicale d'État), qui a une double vertu de santé publique et de solidarité, est une ineptie !

La politique menée par ce gouvernement, comme par les précédents, c'est de tout faire pour décourager les gens de venir en laissant les migrants des mois et des mois dans des conditions indignes. On est donc face à un sujet d'accueil et d'humanisme. Parallèlement, il faut faire évoluer les règles européennes, en particulier le « règlement de Dublin », qui impose aux réfugiés de ne pouvoir déposer une demande d'asile que dans le pays par lequel ils sont arrivés en Europe.

Face à la montée des extrêmes en Europe et dans le monde, comment peut-on peser en tant qu'organisation syndicale ?

En aidant les organisations syndicales des pays concernés. S'il est évidemment très difficile d'agir sur le terrain dans ces pays, nous devons continuer de montrer que partout où les extrêmes ont pris le pouvoir, trop souvent à la suite de l'échec des partis traditionnels, ils accentuent les problèmes sociaux et entraînent leur pays dans une triple faillite démocratique, sociale et économique.

Pour autant, la CFDT agit concrètement pour aider y compris matériellement des organisations syndicales dans ces pays. Nos liens avec la CUT brésilienne sont très forts, et de longue date ; au Venezuela, nous soutenons activement l'ASI qui lutte, dans des conditions très difficiles, pour un syndicalisme libre. Au début octobre, je rencontrerai à Paris les responsables de la centrale syndicale indépendante de Hongkong. La CFDT est reconnue et respectée pour cet engagement qu'elle porte depuis toujours, je m'en rends encore plus compte quand je voyage à l'étranger.

Propos recueillis par Anne-Sophie Balle et Nicolas Ballot

Un manifeste en faveur de l'engagement

Le syndicalisme a-t-il encore une raison d'être au temps des gilets jaunes ? Et, plus largement, quel est l'intérêt pour un salarié de se syndiquer ? Telles sont les grandes questions auxquelles répond Laurent Berger dans son dernier livre, *Syndiquez-vous !*

Mais plutôt que rester dans la simple injonction, le secrétaire général de la CFDT donne des exemples concrets tirés de son expérience personnelle. Dans ce livre, il n'est nullement question de *« désespérer Billancourt »* au sujet de la prétendue faiblesse du syndicalisme en France, ni de *« vendre du rêve »*, au risque de minorer les éventuelles difficultés de l'action syndicale. Au contraire, au fil d'une discussion à bâtons rompus avec le journaliste Claude Sérillon, Laurent Berger livre un manifeste en faveur de l'action collective et du dialogue social *« à hauteur de femmes et d'hommes »* au service de l'obtention d'avancées concrètes pour les salariés.

Véritable condensé de l'ADN de la CFDT, *Syndiquez-vous !* se conclut sur une profession de foi de son secrétaire général : *« J'ai été dopé à l'utopie mobilisatrice. J'aime ce terme. […] Oui, il faut davantage d'égalité, de fraternité et de respect de chacun, se préoccuper en priorité des plus fragiles parce que j'ai la conviction forte qu'une société progresse quand elle s'occupe mieux de ceux qui ont des difficultés profondes. Je crois au progrès social et au respect des droits fondamentaux de tous. […] Syndicaliste, je veux en faire un engagement au service des travailleurs, un Pacte du pouvoir de vivre dans un monde meilleur. »*

Syndiquez-vous !, éditions du Cherche Midi, 128 pages.

Retrouvez l'intégralité de cet entretien sur www.cfdt.fr